



### *Texte d'orientation adopté*

## **Insoumission, République et Écosocialisme**

Le monde va toujours plus mal. La mondialisation capitaliste en est la cause principale. Les politiques néolibérales, libre-échangistes et productivistes qui l'accompagnent, les tensions internationales qu'elle avive, aggravent toujours plus la situation. En France, l'élection d'Emmanuel Macron marque une escalade dans la volonté d'aligner définitivement notre pays sur ces choix politiques, quitte à ébranler toujours plus ses principes républicains.

Pourtant, lors de ces deux dernières années, des pays majeurs auraient pu bifurquer sur une autre voie. Le « socialiste » Bernie Sanders aurait pu devenir Président des États-Unis en lieu et place de Donald Trump ; à l'élection générale en Grande-Bretagne, la percée de Jeremy Corbyn confirme cette tendance ; en France il s'en est fallu de 600 000 voix pour empêcher l'insoumis Jean-Luc Mélenchon de disputer, avec de bonnes chances de succès, le second tour de l'élection présidentielle. C'est la confirmation de l'instabilité de la période : tout peut aussi basculer vers une issue positive. Des éléments en présence - le pire comme le meilleur - peuvent surgir. Il y a donc une voie possible, le talon n'est de fer qu'en apparence. En favorisant à outrance une oligarchie toujours plus réduite au détriment du plus grand nombre, le capitalisme financiarisé développe mécaniquement un obstacle grandissant à son emprise : le peuple. Voilà pourquoi notre objectif révolutionnaire reste le même : amener celui-ci à prendre conscience de sa force, le fédérer contre l'oligarchie financière.

Depuis son congrès de Villejuif, le Parti de Gauche y a grandement participé. En indiquant en juillet 2015 sa volonté de se mettre au service d'un mouvement permettant l'implication et l'auto-organisation des citoyen.ne.s, il a mis sur rail la France insoumise. L'émergence de ce qui est aujourd'hui la première force d'opposition à Emmanuel Macron est un atout décisif pour la suite. Le Parti de Gauche doit contribuer au développement de la France insoumise. Il œuvrera au succès de ce mouvement citoyen dans l'action, les batailles électorales ou encore l'enrichissement de son programme gouvernemental. Face au désordre libéral, il est aussi essentiel de gagner la bataille des consciences.

C'est également la tâche que se donne le Parti de Gauche en ancrant davantage le projet écosocialiste aux échelles nationale, européenne et internationale. Un programme d'action qui ait pour mots d'ordre République, Socialisme, Écologie est seul à même de répondre aux enjeux du moment.

## **I – Le monde va mal, la France ne va pas mieux mais l'insoumission est son espoir !**

### **1) Le monde n'en finit pas de se dérégler**

Là où la situation réclamerait des décisions radicales et une coopération internationale en faveur du climat, de la paix, de l'emploi et de la résorption des inégalités, les gouvernements des pays les plus riches ont toujours plus en ligne de mire la croissance, la compétitivité, la conquête de parts de marché et l'alimentation sans fin de la rente capitaliste.

L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, avec dans ses bagages le poids renforcé des lobbies des industries pétrolière et militaire américaines, ne fait qu'aggraver la situation. L'accord de Paris sur le climat constituait déjà un trop timide effort mais la sortie unilatérale du pays le plus pollueur au monde, assorti de décisions concrètes, est un signal désastreux. Au plan international, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël à l'encontre de toutes les résolutions de l'ONU, le démantèlement de l'accord iranien de non-prolifération, les provocations vis-à-vis de la Corée du Nord, la volonté d'affrontement avec la Russie, mais aussi les opérations souterraines pour déstabiliser les gouvernements progressistes en Amérique Latine, avivent les tensions et font reculer toujours davantage les processus de paix.

L'État Islamique est en passe d'être vaincu militairement, mais les raisons lui ayant permis de se développer restent intactes. Le Proche-Orient reste la poudrière du monde. Là où il faudrait une conférence internationale sous égide de l'ONU incluant tous les acteurs de la région, se poursuivent des agissements anarchiques répondant à la seule boussole géostratégique, pétrolière et gazière des grandes puissances, à commencer par les États-Unis d'Amérique. Alors qu'elle pourrait jouer un tout autre rôle, la France continue à s'y lier les mains dans l'OTAN jusqu'à admettre que ses principaux alliés contre Daesh, les Kurdes de Syrie, soient attaqués par la Turquie d'Erdogan. L'OTAN choisit encore une fois le camp des intégrismes contre les mouvements populaires, qui tentent pourtant comme au Rojava (Kurdistan) de faire avancer l'écosocialisme, le féminisme et la laïcité.

La politique étrangère de la France ne peut en rester à une condamnation verbale des pratiques de la Françafrique, elle doit proposer de nouveaux partenariats avec ce continent. L'Afrique subit aujourd'hui les plus importants mouvements de déplacements de populations, qui ne pourront que s'accroître avec la crise écologique et la prédation capitaliste et néocoloniale, dont le franc CFA reste un vecteur de domination. Il est temps d'assurer un développement équilibré qui n'aggrave pas l'état de la planète. Nous dénonçons les accords de partenariat économique néocoloniaux entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dont les conséquences sont de ruiner la petite paysannerie et de mettre en danger la souveraineté alimentaire des pays concernés. Nous proposerions à nos partenaires africains d'initier un audit sur la dette afin de récuser celles qui sont illégitimes. Mais la condition pour y parvenir est de rendre l'Afrique aux Africains, d'assurer la souveraineté nationale et populaire sur les bases prônées par Thomas Sankara ou Patrice Lumumba. Sur le « front » du climat, ce n'est plus une augmentation des températures de 2 degrés d'ici la fin du siècle que craignent les spécialistes mais de 3 voire 4 degrés. Le réchauffement climatique déclenche déjà des phénomènes chaotiques aux conséquences catastrophiques (montée des eaux,

désertification, augmentation en nombre et intensité des cyclones et ouragans, famines, incendies, disparitions massives d'espèces végétales et animales, recrudescence des maladies, explosion de la pauvreté et des réfugiés climatiques...).

Sur le plan social, l'explosion des inégalités se poursuit à un niveau inédit. Depuis les années 1980, les 1% les plus riches ont profité deux fois plus de la croissance des revenus que les 50% les plus pauvres. Pour ceux qui sont entre les deux, les revenus ont soit stagné, soit baissé. Chaque année, cet écart ne fait que se renforcer : jamais sans doute les très riches n'ont cumulé autant de patrimoine et de revenus captant ainsi, et gaspillant, une part toujours croissante des biens et services produits. Parallèlement à cette augmentation, on assiste à celle de la privatisation des capitaux et à la baisse des finances publiques. Dans la grande majorité des pays les États s'appauvrissent et favorisent la finance, les inégalités s'accroissent. Les multinationales imposent leur loi aux États.

Aucun des paramètres qui a déclenché la crise des subprimes en 2008 aux Etats-Unis n'est résolu. Le décalage entre l'économie financière et l'économie réelle est toujours plus important et génère des bulles spéculatives dont l'explosion entraînera inévitablement la prochaine crise. Les idiots utiles de la finance se félicitent du rebond cyclique de croissance en cours pour asseoir des plans sur la comète, des économistes de plus en plus nombreux s'interrogent uniquement sur la date de la prochaine crise majeure.

Voilà le résultat de la mondialisation capitaliste. L'Union européenne en aggrave encore le mécanisme. Vendue au peuple comme une chance pour la paix et une protection face à la dérégulation, l'Union européenne est devenue au contraire - toujours davantage, traité après traité - son cheval de Troie. Nulle part ailleurs dans le monde, un espace géopolitique ne met autant en concurrence les peuples qui le composent. Son horizon est celui du dumping, de la dérégulation, du nivellement social par le bas et du tout-marché. Pour imposer cette politique destructrice, l'UE, au fonctionnement anti-démocratique, a carrément effacé la souveraineté des peuples soit en la contournant, soit en la niant. La manière dont le CETA est appliqué depuis l'hiver 2017 sans qu'aucun peuple, aucun Parlement national, n'ait eu à en débattre, en est la dernière illustration la plus frappante.

Mais l'UE n'est pas seulement l'espace du libre-échange. C'est aussi le cadre dans lequel continuent à agir des puissances nationales. Elle n'a pas effacé des tentations hégémoniques voire impérialistes. C'est celle de l'Allemagne qui y domine. « *L'Allemagne est moins européenne que l'Europe est allemande* ». Cette phrase de Sahra Wagenknecht, leader du groupe des députés de Die Linke, lors de la conclusion de l'accord parlementaire franco-allemand du 22 janvier 2018, synthétise bien le problème posé. Sa domination n'est certes qu'économique, elle n'en est pas moins agressive pour ses « partenaires », notamment du sud de l'Europe. Elle leur a imposé un joug austéritaire, à commencer par la Grèce avec la complicité docile du gouvernement d'Alexis Tsipras. L'Allemagne de Mme Merkel, épaulée par le SPD, impose une politique d'austérité qui correspond aux intérêts de ses rentiers et de son oligarchie financière et dont les travailleurs allemands les plus pauvres ont fait les premiers frais. Les dirigeants français qui se succèdent depuis 12 ans sont co-responsables de cette politique. Ils ont en effet abdicé toute résistance face aux visées de l'oligarchie allemande alors que le poids économique, militaire et politique de la France permettrait un tout autre rapport de force.

Qu'ils soient dirigés par Nicolas Sarkozy ou François Hollande, nos gouvernements successifs ont délibérément laissé l'Allemagne imposer son modèle ordo-libéral. Il ne correspond pourtant pas aux intérêts de la quasi-totalité des peuples d'Europe, à commencer par la France. La manière dont François Hollande, en 2015, a poussé Tsipras à accepter, malgré le référendum soumis au peuple Grec,

le diktat de Berlin lors des négociations sur le mémorandum en a été la plus amère démonstration. La France pouvait représenter une autre alternative à la crise grecque, prendre la tête des pays du Sud qui renâclaient manifestement à l'intransigeance allemande. Sa servilité complice n'en a été que plus cruelle.

Les gesticulations d'Emmanuel Macron ont pu donner l'illusion d'une parole française retrouvée en Europe, sur le fond rien ne change. C'est même son zèle à servir encore davantage la politique néolibérale prônée par l'oligarchie européenne qui suscite tant l'enthousiasme de celle-ci à son égard. Pourtant, son projet d'une plus grande intégration de l'UE sur les mêmes principes économiques ne fera qu'accentuer le problème. D'autant qu'elle est doublée d'une Europe de la défense toujours plus inféodée aux intérêts nord-américains derrière l'OTAN. C'est très exactement la reprise des derniers discours de François Hollande en la matière.

## **2) La France selon Macron : l'alignement définitif sur la violence néolibérale**

Pour des millions de français, le bulletin Emmanuel Macron n'a servi qu'à battre Marine Le Pen. Tout au plus peut-on lui attribuer les 24% du premier tour pour asseoir la légitimité de son programme de gouvernement, et encore, tant la pression du vote utile face au Front National a été orchestrée par les médias de l'oligarchie. Emmanuel Macron n'en a cure. Il fait comme si les citoyens avaient voté massivement pour son programme et avance comme un bulldozer pour casser définitivement le modèle social français. Il bénéficie pour cela d'une majorité parlementaire pour le moment aux ordres.

Le Président de la République est lié organiquement à l'oligarchie financière. Il n'a pas la « réforme » honteuse, il l'assume. C'est, pour l'instant, sa force. En un an, il aura cassé ce qu'il restait du Code du travail, revenant par bien des aspects aux rapports sociaux du 19<sup>ème</sup> siècle ; il aura imposé le budget le plus austéritaire (15,6 milliards de dépenses publiques en moins) et inégal (9 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches des actionnaires) de la 5<sup>ème</sup> République ; il aura fragilisé le système social en le fiscalisant, attaqué l'école républicaine, donc l'avenir du pays, en instaurant la sélection à l'entrée de l'université et en faisant du bac un diplôme local (tout en détruisant à l'étranger la structure d'aides aux écoles françaises publiques au profit du privé), amputé la fonction publique d'État et fragilisé les services publics en dérégulant et en faisant entrer le loup privé dans la bergerie (y compris en matière de sécurité) ; il aura encouragé l'ubérisation générale du travail et de la société. À ce catalogue des horreurs libérales, il faut ajouter les attaques contre les chômeurs rendus responsables du chômage, contre les pauvres et les retraités considérés comme des privilégiés à partir de 1200 euros par mois, contre le logement social, le service public du train avec la réforme du pacte ferroviaire ou encore la volonté de mettre en place une sélection sociale et territoriale systématique au sein de l'enseignement scolaire et universitaire. Par ailleurs, son obsession à faire baisser le soi-disant « coût » du travail au nom de la compétitivité le conduit, après la casse du Code du travail et la baisse des APL, à engager une nouvelle réforme des retraites, la retraite par points, qui se traduira par un taux de remplacement toujours plus bas par rapport au dernier salaire.

Emmanuel Macron reprend ouvertement le « théorème » de Schmidt énoncé par le chancelier allemand en 1974 : « *Les profits d'aujourd'hui seront les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ». On en connaît pourtant les résultats sur la durée : l'explosion des profits est évidente mais aussi celle du chômage, accompagnée de la stagnation - voire la baisse - des investissements. Qu'importe, Emmanuel Macron nous vend comme « moderne » cette vieille lune néo-libérale. Même si c'est au prix de la destruction définitive de l'État social hérité du CNR et des luttes sociales et politiques qui ont suivi dans la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle.

Concernant la protection de l'environnement, la mobilisation a, certes, obligé Emmanuel Macron à abandonner le projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Mais cette victoire ne doit pas masquer tous les autres reculs écologiques. En la matière, les beaux discours sont sans cesse contredits par les actes : confirmation de la fermeture de Fessenheim mais report de la réduction de la part du nucléaire et annonce d'une possible relance de construction de réacteurs EPR ; ouverture à la concurrence des barrages, porte ouverte à la marchandisation de nos ressources (eau, électricité,...) et danger pour la sécurité des centrales nucléaires situées bien souvent en aval ; états généraux de l'alimentation ne débouchant sur rien de sérieux ; poids toujours dominant de l'agro-business ; encouragements au lobby de la chasse... C'est dans ces conditions que ce gouvernement est en train de vendre à vil prix infrastructures et entreprises publiques, biens communs et stratégiques de la Nation. L'hypocrisie est permanente.

Même pour des questions d'une urgence extrême comme celle de l'accueil des migrants, Emmanuel Macron révèle une terrible intransigeance, parfaitement relayée par son Ministre de l'intérieur Gérard Collomb. Raccourcissement des délais de demandes d'asile, limitation des recours, augmentation des contrôles : tout est mis en place pour expulser toujours davantage. Si l'on ajoute à ces mesures la remise en cause inédite du droit d'asile, le délit de solidarité, ainsi que le traitement d'une rare violence infligé à certains migrants entassés dans des ghettos, la politique menée aujourd'hui s'avère d'une brutalité sans précédent. Par ailleurs, elle se garde bien de traiter les causes des migrations et d'œuvrer pour la paix au plan international, et au Moyen-Orient plus particulièrement. Enfin, le développement de véritables coopérations à l'étranger semble loin des préoccupations de l'État, de même que la lutte contre le dérèglement climatique. On sait pourtant que si rien n'est fait pour éviter un réchauffement de la température mondiale de 2,5 degrés, des centaines de millions d'hommes et de femmes seront forcés de se déplacer dans les décennies à venir notamment en raison de la montée des eaux. Mais Macron se contente d'une politique à courte vue, du chiffre et de l'affichage.

Plus globalement, c'est aux libertés que s'attaque l'ordre « néolibéral » de Macron. La transformation de l'état d'urgence en loi commune est une balafre mise à l'état de droit, tout comme les consignes données à la police par le gouvernement, des préfets, des présidents d'université. Le projet de loi faisant mine de s'attaquer aux « Fake News » a tout du délit d'opinion. Plus grave sans doute, car souterrain, le lien étroit qu'entretient Emmanuel Macron avec l'oligarchie qui aujourd'hui possède les médias dominants constitue un danger grandissant pour la démocratie. Surtout qu'il se double d'une évidente volonté de contrôler le service public de l'audiovisuel.

À cette fin, comme dans d'autres domaines, Emmanuel Macron utilise à plein les mécanismes monarchiques de la 5ème République. Il ne s'en cache même pas : avec lui, tout le pouvoir revient à l'Élysée. Il n'hésite pas pour cela à manier l'antiparlementarisme le plus démagogique, bien aidé par son Président de l'Assemblée, François de Rugy et la soumission de son groupe.

Un an après son élection, on sait qu'Emmanuel Macron ne s'arrêtera pas là : si rien ne vient contrecarrer et bloquer son projet, c'est une contre-révolution libérale qu'aura subi le pays. Dans quatre ans, la France n'aura structurellement plus le même visage. Ce sont bien ses principes républicains et les conquêtes sociales de la Libération qui seront profondément atteints.

### **3) La France à l'heure de la recomposition politique**

L'élection présidentielle a été le cadre d'une recomposition politique en direct. Les partis autour desquels s'organisaient la 5ème République ont vacillé, voire se sont écroulés au profit de

mouvements, LREM et FI dont le seul point commun était de « dégager » les formes partidaires traditionnelles qui avaient gouverné le pays jusqu'aujourd'hui.

C'est aussi le tripartisme qui avec eux a sauté, soit la vie politique organisée autour d'un parti de droite classique et un parti social-libéral prétendument de « gauche » se partageant les positions institutionnelles grâce à une troisième composante repoussoir, qu'est le FN.

En regroupant les libéraux de toute obédience, l'émergence du parti de l'extrême-centre qu'est LREM a participé à la déstabilisation tant du PS que des Républicains et même du FN. Il est probable qu'on assiste à l'émergence d'une force ultra-conservatrice qui, à terme, ou bien effacera les frontières avec le FN, ou bien finira par le marginaliser. La ligne de droite dure imposée par Laurent Wauquiez aux Républicains porte clairement cette ambition. En parallèle, la social-démocratie s'est atomisée, laissant le PS exsangue, ses cadres fuyant en masse vers LREM, suivant le mouvement de certains de leurs collègues de droite.

La recomposition de ce qu'il était convenu d'appeler la « gauche » s'inscrit dans un mouvement visible à l'échelle européenne et même mondiale. Dans certains pays, il semble bien que c'en soit fini du rôle historique des deux courants qui ont structuré le mouvement progressiste au 20ème siècle. Cette recomposition prend des formes différentes : la démonétisation totale des partis qui ont structuré le mouvement progressiste au XXème siècle, au profit de mouvements nouveaux (par exemple en Espagne et en France) ou encore la transformation profonde de partis traditionnels à travers l'émergence en leur sein de mouvements qui rompent avec la ligne social-démocrate (Labour Party et Momentum en Grande-Bretagne, et Parti Démocrate et Our Revolution aux Etats-Unis).

Pour être devenu un des piliers du système, la social-démocratie a en effet perdu sa raison d'être et ses capacités à imposer des compromis entre le Capital et le travail. Comme cela a déjà été le cas en Europe, le PS français, une fois passé en arrière-plan, se voit privé de la seule arme électorale qui lui restait : le vote utile. Ni dans la majorité ni dans l'opposition, il prend le risque de poursuivre sa route vers la marginalisation. Il n'en subsiste pas moins une culture « socialiste », soucieuse d'égalité et elle aussi très attachée aux valeurs républicaines, à qui évidemment il importe d'apporter des réponses pour construire une alternative majoritaire.

Dans sa chute le PS a entraîné EELV, qui par ailleurs n'a plus l'exclusivité de l'écologie politique, provoquant un éclatement et un délitement. En Europe seuls les partis Verts ayant clairement opté pour une ligne libérale (Allemagne, Finlande, pays baltes...) arrivent à se maintenir. Mais en France ce créneau est pour le moment occupé par En Marche qui s'appuie sur les transfuges d'EELV et la figure de Nicolas Hulot.

Faute d'avoir su prendre définitivement son indépendance avec le PS, notamment pour préserver ses places aux municipales, le PCF a été entraîné vers le bas alors même que le Front de Gauche aurait pu constituer un espoir. Aux législatives, le PCF n'a pu s'opposer à l'élection de député.e.s France insoumise élu.e.s sans lui et souvent malgré lui alors qu'à l'inverse les deux tiers des député.e.s PCF ne l'ont été que grâce au soutien de la France insoumise au premier tour. Depuis 2010, la direction communiste a largement amplifié la marginalisation de son parti, refusant de s'inscrire dans un mouvement citoyen plus large. Cela ne signifie pas que la culture « communiste » n'a, elle, plus d'importance, ni les militant.e.s qui continuent à s'en revendiquer, au PCF ou ailleurs, y compris dans la France insoumise.

#### **4) L'émergence et l'installation de la France insoumise, opposition populaire à Macron**

Le formidable résultat du candidat de la FI, Jean-Luc Mélenchon, marque en effet une césure historique dans le camp progressiste. Pour la première fois depuis longtemps, une force révolutionnaire opposée au capitalisme financiarisé et capable de proposer une alternative gouvernementale aurait pu accéder au second tour des élections présidentielles. Elle a ensuite démontré qu'elle était une force de second tour, avec ses 67 candidats au second tour des élections législatives sur la base de ses seules forces et 17 député.e.s élu.e.s. Une nouvelle force à vocation majoritaire est née moins d'un an après sa création.

Pour la première fois, une force a ainsi doublé le PS, renvoyant son candidat Benoît Hamon à un score presque marginal. C'était la condition d'une recomposition majeure et cet objectif est atteint. Ne nous arrêtons pas là car la route à parcourir est encore longue.

La France insoumise est une première réponse à grande échelle pour dépasser la logique mortifère des alliances traditionnelles sous forme de cartels politiques, en mettant en place des conditions pour que le peuple se mette en mouvement. La forme de FI rompt donc avec les partis traditionnels. Elle s'appuie non pas sur l'idée d'un parti délégataire de quelques milliers, ou tout au plus quelques dizaines de milliers de membres, mais sur la volonté de rassembler dans l'action des centaines de milliers, voire des millions, de citoyen.ne.s. C'est à la fois un mouvement d'éducation populaire et une préfiguration d'un mouvement constituant.

D'un mouvement créé dans la séquence électorale en adéquation avec la stratégie du PG définie en 2015, la FI poursuit son développement avec l'ambition de contribuer à l'implication du plus grand nombre. C'est un mouvement en chantier, conscient de ses imperfections et des améliorations qu'il aura à apporter. Il porte l'ambition de permettre aux insoumis.es de prendre pleinement part à sa construction et à ses processus de décision. La mise en place de l'Assemblée représentative en est une nouvelle étape. Le PG continuera à participer activement aux discussions au sein de la FI sur la construction du mouvement.

Quelques mois après l'élection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République, la situation avec ou sans la France insoumise ne serait pas la même. Sans elle, ce serait le FN qui apparaîtrait comme la force de l'opposition populaire. L'émergence de FI est ce qui permet de ne pas désespérer de la situation. Sa capacité à rassembler plus de 100°000 personnes le 23 septembre à Paris, à agir par des groupes d'actions qui continuent à se développer et le point d'ancrage que représente son groupe à l'Assemblée, en font la pierre angulaire de l'opposition populaire à Emmanuel Macron et à l'oligarchie financière, celle autour de laquelle peut se constituer l'alternative à l'avenir.

## **II – Comment s'opposer à Macron et lui succéder ?**

### **1) Fédérer le peuple**

Macron est le bras armé du capitalisme financiarisé. Son pouvoir a donc les mêmes faiblesses : sa base sociale est extrêmement faible en nombre. C'est celle du Medef et des gagnants de la mondialisation libérale mais qui contrôle les outils de propagande pour construire à son avantage le récit national.

Dès lors, il s'agit de lui opposer la multitude en la fédérant derrière des intérêts communs et en la transformant en un acteur conscient de porter cet intérêt général : le peuple. Fédérer le peuple suppose de lever les obstacles à la construction d'un peuple politique, qui dissimulent à nombre de nos concitoyen-ne-s un horizon où prévaudra l'intérêt général. Cette stratégie suppose de dépasser les contradictions qui renforcent les dominants. Charge nous est donnée de définir et rendre visible cet intérêt général à travers lequel un peuple politique peut se construire : celui de la sauvegarde de notre planète ; celui de la préservation de l'intérêt des travailleur.ses – donc l'écrasante majorité à l'exception des bénéficiaires de la privatisation généralisée – à s'opposer à la dilapidation des richesses par la rente capitaliste ; celui de la reconquête de sa souveraineté face au monde des marchés et de la finance. C'est de la conscience de cet intérêt général que peut émerger un nouveau rapport du genre humain avec lui-même et son écosystème, un « nouvel humanisme ».

On le comprend, la recherche de l'intérêt général par le peuple implique un véritable bouleversement des modes de production, d'échanges, de transport et de consommation, et aussi de communication. Un tel virage sera possible s'il articule partage des richesses et écologie et est capable de remettre en question notre rapport à la propriété, les valeurs prônées par Macron et son monde (individualisme, culte de la richesse) et aussi nos institutions. Cela passe par des formes de mobilisation et des thèmes qui le permettent. C'est aussi doubler tout acte d'opposant par un positionnement de « proposant ». Fédérer le peuple, c'est lui montrer ses capacités à exercer le pouvoir, à gouverner et à le placer en position de déterminer son avenir par la constituante. La constituante, en France, est l'acte fondateur ultime de la souveraineté du peuple pour une 6ème République (pour en finir avec la monarchie présidentielle, instaurer des contre-pouvoirs citoyens, un contrôle des élus par le referendum révocatoire...). Au-delà de l'enjeu évidemment décisif de gouverner le pays et donc d'obtenir une majorité au suffrage universel, la constituante reste notre mot d'ordre révolutionnaire.

Dans le monde, face à l'oligarchie on a en effet vu des révolutions se lever. Ce fut le cas en Amérique Latine, où l'exigence des peuples envers les élus a permis la mise en place de contrôles permanents, de possibles révocations et une implication toujours plus grande des citoyen.ne.s dans les processus électoraux. Ainsi, en juillet 2018, les Mexicains sont appelés aux urnes. Nos yeux sont tournés vers Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), candidat de la coalition emmenée par le mouvement citoyen MORENA, dont l'élection serait un virage dans l'histoire de l'Amérique du Nord à plusieurs titres (économie, social, lutte contre la corruption). Sa vision souverainiste permettrait un rééquilibrage des rapports de force dans cette zone et sans doute une réduction de l'exode des travailleurs mexicains vers les Etats-Unis. Plus largement, et sans en faire des modèles et malgré les difficultés que connaissent actuellement plusieurs pays d'Amérique du Sud, nous continuons à porter une attention particulière à cette partie du monde pour tirer enseignement des succès comme des échecs de leurs révolutions citoyennes, en faire l'analyse pour mieux nous tourner vers l'action citoyenne.

C'est pourquoi nous avons porté une attention particulière aux mouvements d'occupation de places dans leur diversité (Nuit debout en France, Puerta del Sol, Place Gézi à Istanbul, place Tahrir au Caire, Bardo à Tunis...), en France et à travers le monde. Ces expériences doivent continuer à nous inspirer. Comme l'action est formatrice et donne envie d'apprendre encore, elle amène à surmonter les divergences pour parvenir collectivement aux objectifs que l'on s'est fixés.

## **2) L'outil de la prise de pouvoir c'est le mouvement citoyen**

Nous ne voulons pas de retour aux vieilles combines ; nous refusons les cartels de partis dont les citoyens se détournent. L'outil de la prise du pouvoir, c'est le mouvement citoyen. Les élections



présidentielles, et les suites, ont confirmé qu'il correspondait aux formes d'organisation et d'implication citoyenne de la période. Il est donc hors de question de se voir tirer vers ce qui a échoué. Il n'y a là nul sectarisme mais tout bonnement du réalisme. Ce serait le meilleur moyen pour assurer Emmanuel Macron d'un second mandat. La reconquête ne passe surtout pas par les vieilles recettes. Hors de question de redonner de l'air aux anciens partis majoritaires qui ont échoué ni à des formes cartels : ni « union de la gauche », ni gauche plurielle, ni regroupement de la gauche.

C'est pourquoi nous pensons que la France insoumise est le cadre approprié pour la recomposition, l'outil pour créer les conditions de gouverner le pays, et non un nouveau parti. Les partis conservent leur utilité ; ils peuvent soutenir la démarche comme le fait le PG, s'y déclarer favorables, inviter leurs militant.e.s à la développer de façon transparente, en devenir même une des composantes, mais en aucun cas au prix de ramener ce mouvement citoyen à un regroupement d'étiquettes.

Chaque élection à venir devrait donc permettre à la France insoumise de renforcer ses capacités majoritaires. À commencer par les prochaines élections européennes, qui détermineront la suite de la séquence électorale. Grâce au retour à une liste nationale, leur enjeu devrait gagner en lisibilité. D'autant qu'Emmanuel Macron y a tout intérêt à la fois pour imposer le projet d'une Europe libérale plus intégrée qu'il partage avec Mme Merkel et développer son emprise sur le camp libéral à travers LREM. Cette élection pourrait donc être celle de la clarification, projet contre projet. C'est pourquoi la liste FI devra également être celle de la clarté. Elle devra porter l'héritage du « non » de gauche au TCE, notre stratégie du plan A / plan B.

Nous devons expliquer en quoi les traités existants ne nous permettraient pas d'appliquer le programme l'Avenir en Commun. A partir du travail que le Parti de Gauche a entrepris avec les Sommets du Plan B, l'heure est à la construction d'un nouveau mouvement politique européen sur la base de la rupture avec les traités. Le plan A c'est la sortie des traités européens par l'abandon des règles existantes et la négociation d'autres règles. Le cas échéant, le plan B c'est la sortie des traités européens unilatérale par la France et par tous les pays qui le souhaitent pour proposer d'autres coopérations. La validation du résultat de ce processus passera nécessairement par une décision du peuple français par referendum. Ce sera la ligne d'autonomie tant en France qu'avec nos partenaires européens, en vue de la constitution d'un futur groupe au parlement européen. Plus que jamais, nous devons assumer que pour favoriser les révolutions citoyennes dans l'UE, il n'y pas de place pour un réformisme graduel de type « néo-social-démocrate ». Pour le PG, la FI a vocation à s'ouvrir au-delà de militant.e.s estampillé.e.s FI, y compris à d'autres mouvements, à ceux qui sont d'accord sur cette stratégie européenne, mais doit laisser ceux qui considèrent que l'on peut changer l'Europe « à traité constant » se compter sous leur bannière.

Les élections municipales qui suivront auront, elles, une autre priorité. Elles devront permettre à FI de développer les initiatives d'auto-organisation avec comme objectif d'articuler les combats locaux menés par des collectifs avec la nécessité de les traduire politiquement. Le tout dans l'objectif d'exercer le pouvoir en initiant des majorités sur la base de programmes de radicalités concrètes. Plusieurs exemples lors des dernières municipales en Espagne, dont l'élection d'Ada Colau à la Mairie de Barcelone, en sont l'illustration. Ces élections, sans oublier les consulaires, permettront d'asseoir l'ancrage local du mouvement.

### 3) La convergence avec les mouvements sociaux et citoyens

On ne peut attendre les échéances électorales pour combattre et faire reculer Macron. Cela pose la question du rapport aux mouvements sociaux.

Si, comme tout corps intermédiaire, les syndicats sont fragilisés dans leur capacité, seuls, à renverser un rapport de force, ils ne sont pas pareillement touchés que les partis qui ont structuré la gauche. Le fait syndical conserve une importance indéniable dans le secteur central de la production et du monde du travail. Il suffit de voir qu'aucune des victoires sociales récentes ne s'est faite hors du soutien et de l'implication syndicale : Velib, Onet, Holiday Inn, les dockers, les routiers...

Depuis 2010 où les luttes engagées n'ont pas permis de s'opposer à la réforme des retraites de Sarkozy, le mouvement social peine à instituer le rapport de force nécessaire face aux positions en faveur du MEDEF des gouvernements successifs. Cette réalité s'est confirmée au terme des mobilisations contre les réformes réactionnaires du droit du travail. Elle incombe en partie à la division syndicale et à la stratégie qui s'est révélée infructueuse de « négociations » ou « concertations » avec les gouvernements pour laquelle avaient opté certaines organisations. Cela peut aussi s'expliquer par l'atomisation du mouvement ouvrier au sein de petites entreprises, par la précarisation des contrats de travail et par la doctrine antisyndicale du patronat relayée par les médias dominants. Notre stratégie de révolution citoyenne nécessite d'œuvrer à des combats communs entre syndicats, associations et forces politiques pour contrer Macron.

La France insoumise n'a pas vocation à remplacer les syndicats : elle soutient leur action essentielle auprès des salarié.e.s et défend leurs droits de plus en plus bafoués ; mais elle est un mouvement citoyen dont l'action ne se limite pas au seul champ politique. Ce travail de décloisonnement peut aller de l'organisation de caisses de solidarité citoyenne au fait de contribuer à de grandes marches populaires en week-end en soutien au mouvement social. Les manifestations du printemps sous forme de marées populaires en week-end (14 avril, 5 mai, 26 mai) démontrent une étape importante du décloisonnement issu des cadres de discussion locaux puis nationaux d'un type nouveau, réunissant très largement les confédérations syndicales, les associations et collectifs citoyens et les organisations politiques opposées à la politique de Macron. Aussi, l'expérience inédite de l'élaboration d'une proposition de loi par les syndicalistes en luttes de GM&S, portée par le groupe LFI est une expérience radicale et concrète de décloisonnement à démultiplier. Loin de la rengaine d'une « union de la gauche » discréditée et rabougrie, sans ambition stratégique et repliée sur les appareils politiques et leur volonté d'apparition, il s'agit là d'une jonction politico-sociale inédite mise au service d'une union populaire, seule à même de faire reculer Macron. Dépasser la spécialisation et le cantonnement différencié entre syndicats, associations et forces politiques est une condition sine qua non pour gagner.

À offensive inédite il faut savoir opposer une stratégie inédite. C'est pourquoi nous pensons que la France insoumise doit assumer de combattre et de s'engager en son nom sur le plan des luttes sociales, écologiques et citoyennes. Qu'il s'agisse des actions dans le cadre de l'espace « Luttes » de la FI et dans des cadres unitaires, comme du développement des méthodes d'auto-organisation s'inspirant d'Alinsky et d'actions de solidarité comme les caravanes dans les quartiers, ou de l'implication des groupes d'actions, des livrets thématiques et des élu.e.s FI dans les luttes, l'objectif poursuivi est toujours le même : être utile immédiatement, contribuer à créer du collectif et de l'implication citoyenne en s'inspirant des méthodes de l'éducation populaire, de la confiance par des victoires

concrètes et immédiates, à démontrer notre connexion avec les colères du quotidien et à rendre plus accessible notre discours global.

Nous souhaitons que la FI agisse en complémentarité et en soutien des syndicats, associations, collectifs citoyens partout où cela est possible en assumant pleinement sa légitimité et sa double besogne : l'amélioration immédiate du quotidien induite par l'objet même de la lutte, et la capacité à incarner l'alternative par des propositions crédibles et un projet politique comme horizon, qui selon nous doit être celui de l'écosocialisme. Sans théoriser que le politique puisse se substituer aux outils existants, nous assumerons de le faire seul quand les organisations traditionnelles n'y sont pas.

Ainsi, que ce soit en soutien et en appui aux mobilisations menées par des syndicats, associations ou collectifs ou en participant pleinement, voire en lançant des initiatives avec eux dès lors que la situation l'exige - comme elle l'a fait dans la mobilisation étudiante et lycéenne contre la réforme des universités -. La FI doit toujours contribuer à fédérer le peuple par son implication dans les luttes. Il faut sans cesse œuvrer à la convergence des luttes et à la compréhension globale des contradictions du système et de notre projet alternatif.

#### **4) Agir pour l'égalité**

Nous devons parler à tou.te.s et unir les colères qui se font jour dans un même cadre, celui de la République, que nous voulons sociale et solidaire. La logique de la métropolisation, les attaques contre le service public et le désengagement de l'État dans nombre de territoires fragiles font prendre un grand risque à notre pays. Ils sont les ingrédients d'une destruction du cadre républicain, destruction contre laquelle nous entendons lutter. Territoires ruraux, quartiers populaires et outre-mers sont tous pris dans les filets d'une même politique libérale et austéritaire calibrée à l'aune de la compétitivité et de la concurrence. Leur effet est d'abîmer profondément le contrat social et de faire ressurgir des replis territoriaux. Nous entendons proposer au pays une autre politique fondée sur la coopération des territoires plutôt que leur concurrence ; sur l'égalité plutôt que sur les discriminations spatiales, sociales ou en fonction de l'origine, de la couleur de peau, d'une appartenance religieuse, réelle ou supposée, qui sévissent aujourd'hui. Nous devons donc poursuivre partout les luttes pour les services publics et continuer le travail programmatique pour proposer un modèle écosocialiste d'aménagement du territoire, mais aussi mettre en lien et fédérer les luttes qui se déploient dans des contextes différents des territoires ruraux, quartiers populaires et outre-mers. Tisser cette solidarité est un objectif politique essentiel pour lutter contre la désagrégation du contrat social qui surgit partout en Europe.

Car les politiques austéritaires ont une autre conséquence. En s'attaquant aux mesures de solidarité nationale, en avivant les inégalités sociales et spatiales, elles fragilisent les consentements nationaux. Les pays aux structures fédérales sont les premiers touchés par les tentations séparatistes qui en découlent. La crise entre la Catalogne et Madrid en est l'illustration. Pour nous qui voyons dans les cadres premiers de la souveraineté des peuples que restent les États-nations les bases de résistance à la mondialisation capitaliste, le risque d'éclatement généralisé des États peut être un danger pour la paix, lorsque des logiques régionalistes sont à l'œuvre, parfois articulées à une conception ethnique et rétrograde de la citoyenneté. L'exemple de la Yougoslavie rappelle tous les dangers d'une telle explosion. À l'inverse, la nation ne peut être une camisole de force dès lors que les peuples l'entendent majoritairement autrement. On ne musellera pas le suffrage universel par la répression et le bâton.

Un mouvement progressiste comme le nôtre se doit d'anticiper ces questions pour éviter les affrontements et les divisions au sein du peuple. Les réponses ne peuvent être uniformes. En France, les victoires incontestables des nationalistes au suffrage universel (aux législatives et lors des élections territoriales) posent aujourd'hui, de façon plus accrue, la question de la Corse. Qu'on le veuille ou non, la question de l'autonomie est désormais posée, comme cela a été le cas ailleurs, plus loin de la métropole, pour des départements et territoires français également insulaires. Là encore, la négociation sur des bases argumentées, concrètes et raisonnées est la seule voie possible. Plus d'autonomie institutionnelle d'un territoire aux caractéristiques particulières, principalement l'insularité ou/et l'éloignement de la métropole qui peuvent apparenter ces lieux à des territoires d'outremer, est possible dès lors qu'elle ne remet pas en question la conception politique de la nation française et qu'elle ne se prétend pas un modèle à généraliser comme semble le souhaiter Emmanuel Macron. Cependant, quels que soient les aménagements institutionnels qui puissent exister, ils ne peuvent remettre en cause l'égalité de droits entre citoyens français, donc le fait qu'une même loi décidée en commun s'applique sur tous les territoires. Plus encore que sur ses institutions, l'unité et l'indivisibilité de la République reposent sur une conception politique de la citoyenneté qui se fonde sur le concept de loi commune et qui ne peut être fragmentée.

L'École de la République joue un rôle central dans ce combat pour l'égalité et l'émancipation. A la fois enjeu de la lutte des classes et lieu du peuple en préparation, elle doit former, dans un même élan, la personne, le travailleur et la travailleuse, le citoyen et la citoyenne. Elle s'oppose à l'école à la carte, territorialisée et adéquationniste promue par les libéraux. De même, les réformes de l'université s'inscrivent dans un contexte d'attaques contre la jeunesse, au même titre que la baisse des APL ou la répression des mobilisations lycéennes et étudiantes. Elles prônent le tri social des jeunes et la concurrence des établissements, et abdiquent toute ambition de qualification et d'émancipation. Enfin, dans la recherche, l'esprit néolibéral nourrit la course aux publications et brevets, et incite à l'appropriation privée des résultats de la recherche, aux antipodes de notre conception d'une science émancipée garante de l'intérêt général humain. Le combat pour l'égalité et l'intérêt général détermine donc notre projet dans tous ces domaines, avec notamment la reconstruction de services publics nationaux dotés de moyens pérennes suffisants ; le maintien du baccalauréat comme diplôme national d'accès à l'université ; la création d'une allocation pour l'émancipation des jeunes en formation.

La laïcité reste un combat fondamental pour la démocratie. Elle appartient au socle de nos principes depuis la création du Parti de Gauche, lorsque nous écrivions « *la défense et la promotion de l'égalité des droits se concentrent dans l'exigence d'une laïcité absolue et dans l'organisation républicaine de la société.* » Notre projet de 6ème République inclut l'application effective de la laïcité sur tout le territoire de la République. La laïcité n'est ni un dogme ni une forme de répression. Elle organise la vie commune en assurant indissociablement la liberté de conscience, l'égalité de droit de toutes et tous quelle que soit leur conviction spirituelle, et l'orientation de la puissance publique vers l'intérêt général et lui seul. La laïcité demeure également un pilier de la souveraineté démocratique, car la loi doit émaner de la participation de tou.te.s à la politique et non s'en remettre à des croyances particulières.

Aujourd'hui la laïcité fait face à de nouvelles menaces : l'extrême-droite, de tradition pourtant anti-laïque depuis toujours, veut s'approprier le mot pour mieux distiller son venin xénophobe. Hier les juifs, les arabes, aujourd'hui les musulmans. Du côté de la gauche radicale, certains tombent dans le piège tendu par les partisans de l'organisation religieuse de la société. Ils croient défendre des minorités, mais aident au retour de l'ordre moral et au recul des droits des femmes. Nous mettons en garde contre le risque de passer du droit à la différence à la différence de droits. L'irruption de

l'islamisme politique sur la scène publique doit être combattue tout autant que l'extrême droite politique. Dans le prolongement du programme « *L'Avenir en commun* », le Parti de Gauche doit veiller à continuer le travail d'éducation populaire concernant la laïcité et rappeler sans cesse que les conquêtes politiques, sociales et la laïcité vont ensemble. Nous sommes solidaires des combats pour la laïcité que mènent nos camarades de Tunisie, du Rojava ou des pays qui remettent en cause le droit à l'avortement et porterons également nos revendications lors des échéances européennes. Forts de l'histoire du combat pour la liberté de conscience et la liberté des cultes, nous veillerons au respect de la Loi de 1905 et celle de 2004 encadrant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics.

Comme toujours en période de crise, les actes racistes sont en augmentation. Attribués par les discours identitaires de la droite, les propos discriminants et suspicieux sont complaisamment relayés par une partie des « socialistes ». Conformément au programme « *L'Avenir en commun* », nous pensons que plus qu'une analyse principielle et un rejet moral du racisme, seules des mesures concrètes de promotion de l'égalité et de la lutte effective contre les formes de discriminations doivent être mises en œuvre. La lutte contre les discriminations et l'exclusion profite à tou.te.s : l'égalité ne consiste pas à supprimer des droits à ceux qui en ont mais à les étendre à toutes et tous. Elle suppose de se situer tout à la fois sur le terrain institutionnel, conformément à notre projet de 6ème république, et sur le terrain social en mettant fin à des formes de discriminations directes et indirectes.

La lutte contre les discriminations et les incitations à la stigmatisation qui touchent en particulier les quartiers populaires passe par une loi et par une administration à même de traiter systématiquement ces questions et de promouvoir concrètement l'égalité. Faire France de tout bois, c'est réaliser le projet républicain d'égalité et de solidarité qui ne reconnaît que les citoyen.ne.s égales et égaux en droit, sans considération d'origine, de religion, de genre.

Le mouvement anti-raciste est aujourd'hui divisé. Seul un combat universaliste peut servir la cause anti-raciste ; et nous devons œuvrer à unir les collectifs qui ne cèdent en rien sur les principes d'égalité de tous et toutes, refusant de cautionner des approches essentialistes, qu'elles émanent de l'extrême droite ou de groupes communautaristes, comme par exemple les « Indigènes de la république » ou le CRIF.

La vague de dénonciation des violences faites aux femmes a été l'occasion d'une libération de la parole et, pour beaucoup de la prise de conscience de l'ampleur de la domination patriarcale. Pourtant l'égalité des femmes et des hommes ne se résume pas à la légitime dénonciation des actes délictueux et leur envoi devant la justice. Le combat contre le patriarcat et pour l'émancipation de toutes et tous sont au cœur de notre projet politique. La domination masculine et ses corollaires sont un fléau quotidien. Ils agissent sur l'ensemble de nos vies, tant dans la sphère domestique que publique, dans le monde professionnel comme dans les relations interindividuelles, rendant la lutte tout aussi essentielle que difficile et exigeante. Les inégalités et les souffrances engendrées par ce système ne sont pas simplement théoriques ou anecdotiques, elles sont variées mais bien matérielles, aussi concrètes qu'un salaire injustement inférieur à celui de son collègue, qu'une violence sexuelle ou que les dizaines de féminicides recensés chaque année.

Notre féminisme n'est donc pas et ne pourra jamais être un supplément d'âme lisse et sympathique à ajouter à une liste de principes abstraits. Il est radical, au sens où il prend la question à la racine en s'attaquant au patriarcat, et il nourrit l'ensemble de nos combats. C'est pourquoi nous l'avons intégré dans l'organisation même de notre parti et de ses instances, en mettant en place une parité

systematique. Mais plus largement, il s'articule à la lutte pour les droits des personnes LGBTI, mais aussi à la lutte des classes et à la lutte contre le racisme, en portant la volonté d'émancipation de l'être humain face à l'ensemble des systèmes d'oppression et en s'appuyant sur les principes d'universalité et d'égalité des droits des personnes. Cette articulation n'est pas un artifice, elle est une nécessité qui donne sens et cohérence à notre projet politique.

L'égalité doit être effective avec tous ceux qui arrivent et se trouvent sur notre territoire. S'il reste nécessaire d'agir sur les causes multiples des migrations pour permettre à chacun de rester dans son pays, il faut pouvoir accueillir dignement toutes celles et ceux qui se trouvent sur le territoire, avec ce principe inconditionnel : même sol, même droit. Cela commence notamment par refuser l'enfermement et les expulsions, garantir l'asile et faciliter l'accès à la nationalité.

## **5) Contribuer à la constitution de forces internationalistes et agir pour la paix**

Notre projet est plus que jamais internationaliste. L'émergence de la France insoumise comme force à vocation majoritaire en France le rend encore plus crédible au-delà de nos frontières. Dans de nombreux pays, elle est observée avec intérêt par les forces progressistes qui souhaitent s'en inspirer pour mener leur propre lutte anti-capitaliste. Nous ne pouvons pas tolérer au plan européen les compromissions que nous refusons en France. C'est ce qui a conduit le PG à demander le départ de Syriza du PGE. Comment accepter que dans un même parti se rassemblent les opposants à l'Europe libérale et ceux qui en sont les soutiens dans leur pays ? Cette confusion est mortelle.

Aujourd'hui, en Europe, on voit l'extrême droite tisser des alliances avec les partis conservateurs. Elle occupe le pouvoir en Hongrie, en Pologne et en Autriche. En Italie, c'est avec le M5S, parti populiste réactionnaire, que la Lega s'est alliée. A côté des nombreuses difficultés internes qui ont provoqué une succession de crises dans le pays, l'Union européenne a une grande responsabilité dans le repli identitaire. Depuis Bruxelles, elle a imposé au peuple des chocs d'austérité, tout en refusant de définir une politique migratoire solidaire. Le résultat est là : désormais l'Italie empêche des bateaux de migrant-e-s d'accoster sur son territoire et la France se défile, condamnant ces derniers à l'errance. Il est urgent que l'Europe prenne une tout autre voie.

De même, les Etats-Unis ont décidé d'opposer un protectionnisme sauvage à une Union européenne accrochée aux dogmes du libre-échange. Face à Trump, Macron n'est absolument pas à la hauteur des enjeux : pour relocaliser nos industries, la seule solution crédible est de mettre en place un protectionnisme solidaire, établi sur des critères sociaux et écologiques aux frontières de l'UE. On le comprend, à partir du travail que le Parti de Gauche a entrepris depuis août 2015 avec les sommets du plan B, l'heure est plus que jamais à la construction d'un nouveau parti européen sur la base de la rupture avec les traités. Nous lui proposerons notre méthode du plan A / plan B. C'est aussi sur cette base que nous entendons co-construire le futur groupe au parlement européen.

Dans un environnement géopolitique instable, nous devons réaffirmer que le seul organe légitime pour assurer la sécurité collective est l'ONU, dont les résolutions doivent être respectées par tous les Etats. Nous devons en finir avec l'interventionnisme militaire en dehors des cadres du droit international et sortir de l'OTAN pour assurer l'indépendance de la France au service de la paix. Au moment où les états dotés d'armes nucléaires, y compris la France, engagent des programmes de modernisation de leur arsenal, nous devons, au contraire, soutenir activement les actions de lutte contre la dissémination nucléaire comme l'accord sur le nucléaire iranien entériné par l'ONU ou les négociations en vue d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne. Nous affirmons notre

engagement pour l'abolition des armes nucléaires au niveau mondial et soutenons le traité sur l'interdiction des armes nucléaires voté à l'Assemblée générale des Nations unies par 122 pays sur 192. Nous défendons la coopération entre les peuples plutôt que la course aux armements, la compétition et les accords de libre-échange. Notre protectionnisme solidaire étroitement lié à notre projet écosocialiste est fondamentalement internationaliste.

### **III – Le Parti de Gauche : un parti défricheur et déclencheur**

#### **1) Pour une nouvelle étape du Parti de Gauche**

Le Parti de Gauche est notre outil collectif. Fort de son texte d'orientation adopté lors de son dernier congrès, de son programme, de ses instances et de ses militant.e.s, il a joué un rôle clé dans l'émergence du mouvement citoyen la France insoumise. Son utilité demeure, au sein de la France insoumise et du paysage politique français. Il doit être un parti défricheur et déclencheur, un outil de la bataille idéologique, outil d'élaboration collective, de coopération et de formation.

Le PG a construit un corpus idéologique autour de l'écosocialisme et de la République, et représente un cadre collectif de réflexion et de décision permettant de se projeter dans l'avenir. A ce titre le PG a vocation à continuer à exister tout en participant pleinement au mouvement de la France insoumise, et à se préparer à accueillir des militant.e.s venant d'autres parcours politiques, y compris regroupés aujourd'hui dans des composantes œuvrant dans la France Insoumise, mais se retrouvant dans son projet de société écosocialiste et républicain, ou bien des insoumis.es souhaitant un cadre collectif de réflexion. Dans ce contexte, à l'échelle des comités ou des départements selon les réalités et pertinences locales, et à l'échelle nationale, le PG doit repenser en profondeur son développement tant en terme de tâches que de maillage territorial.

Les adhérent.e.s du PG doivent donc à la fois aider au développement de la FI, en participant au débat en son sein et à l'animation de son action, et être déterminé.e.s à développer l'activité propre du PG et à accueillir de nouveaux adhérents.

#### **2) Un parti œuvrant au renforcement de la France insoumise**

À son congrès de juillet 2015, le Parti de Gauche a tiré les conclusions de l'échec du cartel des partis de « l'autre gauche », le Front de Gauche. Ce dernier a en effet été incapable de contester la suprématie social-démocrate alors même que le bilan catastrophique de François Hollande lui en donnait l'occasion. Le PG a décidé d'être à l'initiative de la construction d'un mouvement citoyen. C'est sa satisfaction, et sa fierté, d'avoir largement permis qu'il se concrétise à une échelle de masse à travers la campagne de Jean-Luc Mélenchon.

Le Parti de Gauche entend poursuivre cet objectif. Il assume de façon transparente, et visible pour les insoumis.es, d'œuvrer à l'essor de la France insoumise comme mouvement de l'action et de l'implication citoyennes au service d'un projet à vocation majoritaire. Il s'agit en effet de créer les conditions pour gouverner le pays le plus rapidement possible.

Les militant.e.s du Parti de Gauche restent donc des insoumis.es. Dans les groupes d'action comme dans les divers espaces de la France insoumise, ils agissent en défenseurs du mouvement, préservant son esprit (ouverture et autonomie, priorité à l'auto-organisation, refus du cartel et de toute captation

partisane, respect du programme « *l'Avenir en commun* »). Enfin, par notre travail d'élaboration théorique propre et notre implication militante, nous souhaitons agir en transparence, toujours comme une force de proposition. Si l'outil pour parler au plus grand nombre est pour nous la FI, le PG conserve sa capacité d'expression propre à chaque fois qu'il le juge nécessaire.

### **3) Le parti de la République et de l'écosocialisme**

Le Parti de Gauche inscrit son activité de masse dans la France insoumise. La France insoumise est le mouvement creuset au service de la révolution citoyenne que le PG s'était donné pour objectif de construire. Dès lors, la nature du PG évolue. Il assume désormais d'organiser et former des militant.e.s épousant une identité plus affirmée.

Le PG s'assume comme le parti d'un projet de société - l'écosocialisme - promouvant les principes républicains comme forme d'organisation de cette société. Au Congrès de mars 2013, nous avons adopté à l'unanimité le Manifeste « *18 thèses pour l'écosocialisme* », qui a depuis été traduit et présenté à l'international dans 14 langues. Ce jalon majeur a été élaboré dans la lignée du courant écosocialiste et de ses textes fondateurs, après plusieurs mois de consultations et d'amendements. Nous avons réuni syndicalistes, chercheurs, travailleurs de l'industrie, activistes et militant.e.s, pour dépasser les clivages idéologiques opposant depuis trop d'années la défense de l'emploi à celle de l'environnement. Le Manifeste a permis d'élaborer un langage commun de l'écosocialisme, en fédérant plutôt qu'en culpabilisant, en remettant la question écologique et climatique en perspective des enjeux de justice sociale et de critique du système capitaliste. Il a replacé au centre de notre projet l'intérêt général à préserver les conditions de vie sur Terre. Depuis, l'évolution du débat public et les faits scientifiques nous ont hélas donné raison : l'écologie est un anticapitalisme. Ceux qui se prétendent écologistes tout en se réclamant du « ni droite ni gauche », sans remettre en cause le système d'organisation de la production, ceux qui parlent d'écologie libérale ou se contentent d'une vision environnementale, seront balayés par les événements. Nous avons la responsabilité de continuer à porter l'écosocialisme, au plan national comme international, en lui faisant franchir une nouvelle étape.

Aussi, le PG prolongera le processus des Assises de l'écosocialisme pour nourrir le projet écosocialiste des débats scientifiques et philosophiques actuels, par exemple, sur les notions de capitalocène ou d'anthropocène, sur l'interrogation du rapport au temps et à l'espace de nos sociétés au regard de la biodiversité, sur les pistes de dépassement du rapport capitaliste au dualisme nature / culture, sur la souveraineté populaire dans l'évaluation des choix technologiques, sur les différents rapports aux techniques (basse et haute technologie, fabrication et pilotage...), sur la démystification du discours sur l'« immatériel » à travers l'analyse de ses bases matérielles concrètes... et sur tout autre sujet émergent, afin de rester à la pointe de la réflexion théorique.

### **4) Un outil de dialogue et de coopération à toutes les échelles**

Le Parti de Gauche, qui dispose d'instances locales et nationales pour le représenter, est un outil de dialogue avec les autres forces politiques, associatives et syndicales à tous les niveaux et dans toutes les circonstances où celles-ci apparaissent comme des partenaires possibles dans l'action. Cette culture des luttes comme accélératrices de collectifs émancipateurs, conscientisants, doit être amplifiée par son action dans la France insoumise et par sa propre présence dans les cadres unitaires.



Au plan international, le PG s'est montré capable de construire des réseaux et des espaces de coopération décisifs, comme les sommets du plan B ou le réseau écosocialiste. Il continuera à travailler en son nom propre, et dans le cadre de la France insoumise lorsque c'est possible, pour renforcer le plan B et amplifier la construction d'un réseau écosocialiste et de révolution citoyenne au niveau européen mais aussi au-delà, qui pourrait à terme déboucher sur la création d'une internationale écosocialiste. Celle-ci serait un outil décisif dans l'organisation des nouvelles forces progressistes. Elle permettrait de partager nos expériences en vue d'un enrichissement mutuel. Son soutien serait aussi essentiel pour le développement de l'écosocialisme au niveau mondial. Enfin, elle pourrait œuvrer à la défense de la paix entre les peuples contre les politiques bellicistes des capitalistes et impérialistes.

Par ailleurs, le Parti de Gauche s'est fortement impliqué dans le soutien aux luttes du peuple palestinien et doit continuer cet investissement, notamment au moment où le gouvernement israélien, appuyé par Trump, accentue sa répression et sa politique coloniale. De même, le PG poursuivra son engagement auprès des militant.e.s kurdes et des organisations démocratiques turques, notamment le HDP, à la fois contre la dictature d'Erdogan et pour le soutien à celles et ceux qui ont été nos alliés dans la lutte contre Daesh.

### **5) Un outil d'élaboration collective**

Le Parti de Gauche est par conséquent une force de proposition tournée vers l'extérieur. C'est pourquoi, par les travaux denses, ~~et~~ rigoureux et réguliers de ses commissions thématiques et la délibération collective de ses instances, le PG poursuivra sa tâche d'analyse de la situation politique, de riposte et d'affinement programmatique, en se donnant les moyens de médiatiser ces activités.

Il contribuera aux nécessaires précisions et actualisations du programme gouvernemental de la FI, que ce soit par la participation au sein des livrets programmatiques de la FI ou à travers des contributions portées dans le cadre de son « espace politique ». Comme nous l'avons fait en amont de la Convention à Clermont-Ferrand, le PG doit continuer à proposer ses contributions au mode de fonctionnement de la FI afin de favoriser l'implication des insoumis.es dans la vie et les choix de la FI.

Si la France insoumise est un mouvement de masse qui rassemble autour d'un programme de gouvernement, le Parti de Gauche, fort de son unité autour d'un projet de société, peut réagir aux actualités politiques en mobilisant cette vision collective, et jouer, quand nécessaire, un rôle de lanceur d'alerte.

Dans la tâche fondamentale de la bataille culturelle et de la conscientisation, le Parti de Gauche a un rôle important. Dans ce sens, sa revue « *l'Intérêt général* », à la fois outil précieux d'analyse et de diffusion et espace d'échanges avec des scientifiques et intellectuels divers, doit se développer. C'est notamment autour de cette nouvelle revue d'analyse théorique, que le PG organisera une activité de formation par thème pour aller au fond des choses. Cela ne pourrait se faire que par un effort de renouvellement de formations et une réflexion poussée sur les outils d'information militants et leur diffusion. Par ailleurs, si les conditions le permettent, nous souhaitons favoriser une coordination des formations entre l'échelon national et le départemental.

### **6) Un outil d'action et de formation pour citoyen.ne.s et militant.e.s**

Le Parti de Gauche n'a pas hésité à repenser jusqu'aux nouveaux lieux où mener la propagande (créées de rue et métro). Plus largement, ce sont ses propres pratiques militantes qu'il a remis en question :

avec l'agit prop', il a montré que l'humour est une arme de contestation efficace. Nous avons su également réinventer des actions « coups de poing » et « des commandos culturels » aussi osés que drôles, détourner des chansons populaires, investir le théâtre de rue, assumer les supports vidéos et l'utilisation virale des réseaux sociaux...

De même, le PG est sans doute la première force politique à s'être ré-approprié les méthodes de l'éducation populaire. Des ateliers de lecture initiés avant la création du PG dans la bataille du « Non » au TCE de 2005, aux ateliers des lois co-élaborés par les citoyen.ne.s eux-mêmes dans la France insoumise, que de chemin parcouru ! Entre mise en scène de récits de vie dans les conférences gesticulées, porteurs de parole ou brigades mobiles, nous avons travaillé à favoriser l'écoute et la prise de parole des citoyen.ne.s pour finalement repenser les formes mêmes des réunions. Dans les années à venir, nous aurons à garder cette capacité unique d'invention et d'ouverture.

Ainsi, à ce jour, et sur l'ensemble des combats et thématiques fortes qui sont les nôtres, nous pouvons proposer toutes les formes possibles de formations en fonction de la demande sociale et politique : formations internes au PG comme à la FI, à la fois théoriques et pratiques en multipliant les supports et en investissant autant que possible les espaces publics. Elles trouveront une grande utilité pour préparer les élections et les luttes qui s'annoncent comme pour présenter l'ensemble des principes fondateurs de notre parti. On le voit, la liste des sujets est innombrable, nos tâches dans ce domaine également.

## **Conclusion : Face à Macron, gagner la bataille des consciences**

Outil de formation et de conviction, en dialogue avec toutes les forces de progrès social, le Parti de Gauche s'est créé pour contester l'hégémonie social-démocrate à gauche et installer une nouvelle force à vocation majoritaire au service de la révolution citoyenne. Dans ce sens, nous assumons la nécessaire bataille culturelle, dans la continuité des thèses avancées par Gramsci : nous gagnerons la lutte dans la rue, dans les urnes mais aussi dans les représentations. Le monde médiatique constitue un miroir déformant de la réalité qui contribue à légitimer un projet de civilisation inégalitaire, individualiste et prédateur. Nous devons contribuer à forger de nouveaux objets d'identification : nouvelles idées, nouvelles utopies, mais également nouvelles pratiques. Les militant.e.s politiques du Parti de Gauche y auront leur part, mais il faut y associer toutes celles et ceux qui, au-delà de l'adhésion à un parti comme le nôtre, peuvent intervenir dans la constitution des imaginaires collectifs : artistes, société civile, médias alternatifs, au service de l'irruption du peuple.

Dix ans après la création du Parti de Gauche, notre objectif de constitution d'une force politique humaniste est atteint à plus d'un titre. Il nous faut maintenant le consolider et contribuer à développer le mouvement citoyen qui en est l'outil de masse. Il nous appartient de continuer à rassembler les énergies au sein de la France Insoumise et parfaire la construction de ce mouvement. La séquence 2018/2022 doit permettre de contrer par et dans les mobilisations la mise au pas libérale voulue par Emmanuel Macron, de marquer des points décisifs aux différentes élections, de gagner des positions institutionnelles pour se retrouver le plus vite possible en situation de gouverner le pays.

La priorité du Parti de Gauche reste de redonner sa souveraineté au peuple et d'opposer un projet écosocialiste au désordre libéral. Outil d'action et de formation, de dialogue et d'élaboration collective, il y travaillera au plan national comme international. Sa tâche reste donc immense. Elle dit toute son utilité dans la période et la nécessité qu'il a de se renforcer à l'avenir.